

sports



DROIT AU BUT

Vautours et maffiosi

Par manque d'un simple billet d'avion, aucune ligue ou association de la région-test du Sud-Kivu n'a pu, en janvier dernier, se rendre à Kinshasa pour participer aux élections de sa fédération nationale et recevoir d'elle directement des instructions. Ce fait souligne combien les sports continuent à y évoluer dans un imbroglio marqué par un manque de crédit.

Un manque criant de crédit dans tous les sens. Car la fiche budgétaire de la division régionale des sports et loisirs indiquerait zéro. La gestion des fonds générés par les tournois d'autofinancement de la Lifsik était très obscur et ne pouvait donc pas payer un billet d'avion. Les opérateurs économiques sollicités habituellement en pareilles circonstances répliquaient cette fois-ci sans ambages que le fisc qualifiait de luxueuses les dépenses sportives.

Les amateurs du ballon rond sous-entendent ainsi que le nouveau comité de la Lifsik élu démocratiquement a vite adopté le plumage des vautours et mafiosi du football bukavien bien que les autres disciplines (athlétisme, basket-ball, boxe, cyclisme et volley-ball) qui ne sont pas tellement au point du tout génératrices des recettes à Bukavu, ont jugé sage de refaire le tour de la ville pour remettre les 175.000 Z rassemblés par certaines entreprises. Eventuels sponsors avec qui elles sont condamnées à collaborer pour pouvoir exister réellement en organisant quelques compétitions.

De tout ce qui précède, il va sans dire que la relance des sports au Sud-Kivu restera un mythe de Sisyphe. Tant que l'on n'aura pas changé les mentalités des fonctionnaires et des dirigeants habitués à toutes sortes de magouilles. Cela amènerait l'administration à pourvoir conséquemment ce secteur de la vie régionale dans les prévisions budgétaires. Cela inciterait également les opérateurs économiques d'avoir plus de sollicitude dans l'encadrement de la jeunesse sportive et pour l'honneur de la région.

Que cesse l'imbroglio pour que la nouvelle région-test du Sud-Kivu puisse voler haut et plus vite !

Malekera Bahati

Le football nord-kivutien : un héroïsme de paille

Devenu région depuis le 20 juillet 1988, le Nord-Kivu se révèle être quelques 18 mois après le découpage territorial, une grande puissance sportive du pays. Et cela, eu égard aux performances inattendues réalisées par ses formations de football dans leurs premières sorties nationales.

D'abord en Coupe du 30 Juin disputée l'année dernière dans le Bas-Zaïre, la sélection régionale du Nord-Kivu a surpris plus d'un en pulvérisant le Haut-Zaïre (7-1), en imposant un nul (1-1) à la redoutée sélection kinoise avant de tomber héroïquement devant la section du Kasai Oriental. C'est ainsi que le onze régional du Gouverneur Konde sera la révélation de cette unique compétition inter-régionale de la Fezafa.

L'équipe représentative du Nord-Kivu à la toute dernière édition du Challenge Papa Kalala, le FC Café Sport n'a été aussi débarquée qu'aux demi-finales. Après avoir éliminé successivement l'AC Ndombe du Bandundu (1-3) et 2-0) et l'OC Bukavu-Dwa du Sud-Kivu (2-1) et (1-0).

Un autre club de la région touristique du Nord-Kivu, le CS Virunga s'est défait de l'OC Muungano du Sud-Kivu. Il devra ainsi participer au cours de cette année 1990 au premier championnat national direct de la Linafoot.

Au regard de ces résultats encourageants, tout porte à croire que toutes les structures sportives dans la Région du Nord-Kivu sont bien animées ou bien encadrées. D'une autre part, les distinctions des équipes nord-kivutiennes découlent plutôt de la détermination, de la combativité et de l'orgueil des athlètes eux-mêmes. Qui ont été beaucoup soutenus moralement et financièrement par l'autorité régionale. Laquelle autorité a dépensé plus de 15.000.000 Z dans leurs participations aux compétitions nationales.

Mais, c'était des clubs sans assises, des géants aux pieds d'argile engagés dans un héroïsme qui risque de durer l'espace d'un matin. Parce que s'il y a des régions du pays où la réglementation des sports est bafouée, le Nord-Kivu émergerait indiscutablement du lot.

La division des Sports et loisirs au Nord-Kivu est encore diri-

gée par l'ancien chef de bureau sous-régional des sports non encore confirmé. Aucun chef de bureau ne l'épaula. La carence du personnel et des techniciens à ce niveau est criante.

La preuve, les services des Sports dans les Zones tant urbaines que rurales ont pour responsables des personnes dépassées par l'actualité, des personnes complètement déphasées. Et à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, c'est un vétéran qui se démène seul comme un diable dans un béniér pour animer les structures sportives liées au football.

Quant aux ligues, associations et autres ententes, ce sont des aventuriers, pour la plupart novices en matière des sports, qui les coiffent. Et le cas de la Ligue de football du Nord-Kivu corrobore suffisamment nos dires : détournements des recettes, mauvaises

interprétations des lois et parfois abandon de ses prérogatives face à une division régionale qui s'ingère dans tout et rien.

Les mentalités doivent être aussi vite réformées. Car, nul n'ignore les voies de fait barbares au stade, la mauvaise prestation des arbitres, le comportement parfois immoral de plusieurs dirigeants sportifs.

Tel est en somme la situation du football nord-kivutien 18 mois après le découpage territorial. Un football qui a fait des premières sorties héroïques. Un héroïsme qui serait de paille et s'enflammerait vite si l'on ne renforce pas les structures et l'on ne mène pas une grande campagne pour changer les mentalités. L'absence de fair-play et d'honnêteté amoindrieraient la puissance des volcans.

LUKEKA BIN MIYA

Actualité :

Le budget 1990 sera révisé à la baisse

A une époque où tout le monde jubilait au sujet du dépôt à temps du budget 1990 et sur la célérité de son adoption par le Conseil législatif, nous pensions dans les colonnes de ce journal qu'il n'était pas prudent de trop pousser à l'optimisme. Nous disions exactement ceci : « Dans cet environnement international où aucun signe n'indique un renversement de conjoncture, par quel miracle le Zaïre pourra-t-il atteindre un taux de croissance global de 3,5 %... Non, ce n'est pas par le budget de 1990 que l'on connaîtra une accalmie dans la dégradation de la situation économique générale du Zaïre, elle-même induite par la quasi-banqueroute continuelle des finances publiques... (JUA n° 395 du 18 au 24.11.1989).

Les faits sont là, têtus comme les chiffres. Cette fois-ci c'est par une baisse généralisée des cours de toutes nos matières d'exportation que vient le malheur. Baisse qui a poussé le Zaïre à édicter des mesures urgentes en matière de gestion budgétaire. Ces coupes sombres dans le budget 1990 recommandent la révision de la loi budgétaire 1990 en

vue de réduire les dépenses, compte tenu de la baisse des recettes de l'Etat.

Reunissant à Kisangani les chefs des corps constitués avec l'équipe économique du Conseil Exécutif, le Chef de l'Etat est arrivé au constat que depuis 4 ans persistent de faibles cours des produits agricoles d'exportation tels le café, le cacao, le thé, le caoutchouc, ainsi que la chute brutale des cours du cuivre et du zinc.

Cette chute entraîne une perte des recettes d'exportation de l'ordre de 450 millions de dollars U.S (225 milliards de zaires). Situation qui a profondément bouleversé les paramètres du budget de l'exercice 1990. Pour pallier à la situation, le Président de la République a instruit le Conseil Exécutif de mettre en place des mesures d'encadrement strict de l'exécution du budget et de n'exécuter que les dépenses prioritaires en privilégiant les dépenses sociales : la santé, l'éducation, salaires, soldes des FAZ et développement rural. Déjà nos médecins du FMI et de la Banque mondiale ont accouru.